

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Les travailleurs chrétiens

C'est ce nouveau week-end que s'ouvre à Rome le nouveau conclave pour l'élection du pape. Ainsi, l'Eglise revient une nouvelle fois en quelques mois sur le devant de l'actualité (voir article page 3). L'Eglise c'est bien sûr le Vatican ses pompes et ses œuvres, mais c'est aussi des hommes et des femmes, des ouvriers, des paysans chrétiens. On parle de 700 millions de catholiques dans le monde, sans compter les autres églises. Dans notre pays où cette religion, deux fois millénaire, joua un rôle important, ils sont nombreux, surtout dans certaines régions. Bien sûr, les baptisés sont plus nombreux que les croyants et puis l'influence de la religion est en baisse ; mais tout de même. Ces hommes et ces femmes qui sont chrétiens, presque tous les partis essaient de se les attacher en les flattant d'une façon ou d'une autre.

Certains vont jusqu'à dire qu'on peut être à la fois chrétien et communiste.

Disons le tout net, ce n'est pas notre avis. Etre communiste, c'est être un marxiste, c'est fonder sa conception du monde sur le matérialisme historique et sur le matérialisme dialectique. Ne serait-ce pas nous renier nous-mêmes et manquer de respect à l'égard des convictions religieuses des travailleurs chrétiens que de leur dire : en tant que chrétiens vous avez votre place dans notre parti ? Nous disons au contraire nettement que la conception du monde qui se fonde sur l'existence s'un Dieu est fautive, qu'elle constitue un frein dans la marche en avant de l'Humanité, qu'elle constitue un frein à la réalisation des idéaux de justice et de fraternité auxquels aspirent précisément nombre d'entre eux. Mais l'essentiel n'est certainement pas là. L'essentiel c'est que les travailleurs chrétiens sont des hommes et des femmes qui, comme les autres travailleurs, souffrent, luttent et espèrent.

Et ceux pour qui la foi ne s'identifie pas à la résignation et à la soumission sont bien souvent des militants actifs pour la cause des travailleurs. C'est là qu'il est le véritable terrain d'entente, c'est là que peut et doit se réaliser l'unité contre les oppresseurs. Ensemble avec tous les travailleurs, nous pouvons œuvrer à l'avènement du monde meilleur que nous voulons.

En définitive, c'est aussi dans le cours de cette lutte commune que s'éclairera la question de savoir si l'on a besoin d'un dieu pour faire vivre l'homme.

Pierre MARCEAU

DES luttes éclatent un peu partout : PTT, SNCF, écoles, télévision... grèves, manifestations : la combativité est grande. Quelques succès partiels ont donné confiance montrant que la lutte est la voie efficace pour les travailleurs.

Mais ils se heurtent à bien des obstacles : la répression, comme celle qui a frappé les travailleurs de la télévision en est une. La dispersion en est une autre, et aussi les manœuvres comme celles qui font reprendre le travail à Paris-Brune, bien qu'il n'y ait pas de succès significatif et contre l'aspiration des postiers à poursuivre le combat.

Ils étaient hier un millier à manifester au ministère de la Culture, puis devant Cognac-Jay contre les menaces de licenciements à la SFP. La police est intervenue brutalement, deux travailleurs sont à l'hôpital. (Voir article page 3)

CRS contre grévistes de la télé



2 800 km² de territoire chinois volé par l'URSS en cinq ans

ENTRE 1972 et 1977, l'URSS a avalé, mètre après mètre, 2 800 km² de territoire chinois : c'est ce qu'ont révélé les dirigeants de la région autonome du Sinkiang à un groupe de journalistes occidentaux et japonais, en visite dans cette région.

Le Sinkiang - plus connu sous le nom que lui avaient attribué les colonialistes : désert de Gobi - fait partie du territoire chinois, côté ouest. Il possède une frontière commune de 3 000 km avec l'URSS. Territoire immense (un sixième de la Chine), il est peu habité (onze millions d'habitants). C'est ce qui explique en partie que l'URSS ait pu aussi facilement s'emparer de 2 800 km². De plus, sur les

10 000 km² de territoires contestés entre la Chine et l'URSS, l'URSS en occupe 9 000, dont des zones de hautes montagnes. Voilà comment procèdent les sociaux-impérialistes soviétiques : ils envoient des gardes dans les régions fréquentées seulement l'été par les bergers du Sinkiang et leurs troupeaux, ils les refoulent, puis installent des barbelés, des miradors et des équipements militaires, et le tour est joué.

Bien sûr, la Chine prend des mesures pour stopper cette avancée, mais ce sont des mesures strictement défensives, conformément à l'accord conclu en 1969 entre Chou En-lai et Kossyguine, qui excluait le recours à la force armée pour régler les différends frontaliers.

L'URSS, elle, conformément à ses projets agressifs et de domination, continue à masser des troupes à la frontière : plusieurs centaines de milliers de gardes-frontières dans le Turkestan, trois commandements militaires face au Sinkiang, sans compter l'envoi d'espions, de tracts, l'installation de micros sur les lignes téléphoniques chinoises, etc.

Ces faits, portés à la connaissance du monde entier, le prouvent une nouvelle fois : l'Union soviétique n'est pas une force de paix



L'affaire Moro rebondit

APRES six mois de calme relatif, le terrorisme et les Brigades rouges viennent de faire une réapparition en force sur l'avant-scène de l'actualité politique italienne. En deux jours, mardi et mercredi, deux hauts fonctionnaires, un magistrat et un professeur de criminologie ont été abattus. Les attentats ont été revendiqués respectivement

par les Brigades rouges et par un autre mouvement proche d'elles, Prima Linea. Ces événements surviennent à un moment où les arrestations de plusieurs membres des Brigades rouges, la découverte de caches et la publication de documents relatifs à l'affaire Aldo Moro, plongent à nouveau la politique italienne en pleine effervescence.

(Voir article page 2)

Ouverture du conclave

Nouveau pape, vieille église

Dossier en pages 6 et 7

DERNIERE MINUTE

Un incendie a détruit complètement un foyer Sonacotra à Nice. Il n'y aurait pas eu de blessés.

Un foyer Sonacotra en 1977 avait déjà brûlé à Villejuif faisant deux morts et cette année une cité Sonacotra brûlait à St-Denis faisant deux morts.

L'affaire Moro rebondit

(Suite de la page une)

L'affaire Moro est loin de s'être terminée le 9 mai dernier avec la mort du chef de la démocratie chrétienne. En même temps que la police italienne arrêtait certains membres, supposés appartenir aux Brigades rouges, et découvrait, entre autres documents, les « minutes » du procès de Moro, d'autres documents, en principe les mêmes, étaient publiés par divers journaux italiens. Ces documents explosifs où Moro dénonce les scandales et les maigres politiques du régime — il y traîne dans la boue tous les dirigeants de la démocratie chrétienne — sont actuellement dans les mains du magistrat instructeur. Celui-ci se refuse à les publier, malgré la demande pressante de tous les partis italiens.

A la lumière de la comparaison des divers exemplaires, les saisis et les publiés, le magistrat instructeur a acquis la certitude que tous ces documents, trouvés par la police avec une facilité déconcertante, était, en fait, une nouvelle manœuvre destinée à recréer la « stratégie de la tension » en Italie.

Alors que Moro avait été son principal artisan, c'est, en effet, le compromis historique du PCI et de la démocratie chrétienne qui semble particulièrement visé par ces « aveux ». Les seules personnalités, en effet, qui sont épargnées sont celles qui se sont toujours opposées à l'alliance du PCI et de la démocratie chrétienne, Amintore Fanfani, en particulier.

Si on analyse qu'un des buts des Brigades rouges était de faire obstacle à la stratégie « eurocommuniste » de prise du pouvoir par le PCI (qui implique une prise de distance vis-à-vis de Moscou), on ne

peut que constater que cette nouvelle « affaire » va dans le même sens.

DES FUITES AU PLUS HAUT NIVEAU

Un certain nombre de faits au sujet de l'enquête sur l'enlèvement d'Aldo Moro jettent un nouvel éclairage sur les complicités dont auraient bénéficié les Brigades rouges au plus haut niveau de l'Etat italien.

Ces faits ont amené les magistrats à la certitude que, seule, une complicité active de certains secteurs de la police, de la préfecture de Rome en particulier, avait permis aux Brigades rouges de réaliser l'enlèvement et, surtout, de brouiller les pistes. Des dossiers capitaux sur l'enlèvement, expliquent-ils, saisis le 18 avril, ont été enfermés dans des coffres de la préfecture pendant quatre mois.

Tout le monde, et la police forcément, savait Aldo Moro très menacé (voir l'interview de Rossellini). Or, le 15, veille du jour crucial, celui de la présentation du nouveau gouvernement, l'escorte habituelle de Moro est nettement allégée. A la place de deux voitures d'escorte, il n'y en avait plus qu'une. Il est, d'autre part, certain maintenant qu'une fuite s'est produite sur l'itinéraire que devait emprunter le convoi (celui-ci était modifié tous les jours). D'autres éléments — disparition de photos transmises à la police, possession par les Brigades rouges du code ultra-secret de la préfecture de police de Rome — confirment l'hypothèse de la complicité de certains secteurs de la police.

Ces hautes complicités sont difficilement compatibles avec l'hypothèse de

groupes autonomes ou même d'une organisation terroriste indépendante travaillant au niveau du pays. Seuls des réseaux minutieusement et scientifiquement organisés, disposant de puissants appuis financiers et organisationnels, peuvent prétendre à un tel degré d'organisation. Tout cela ne peut que renforcer l'hypothèse de la liaison entre les Brigades rouges et un

service spécial étranger puissant et bien organisé.

TERRORISME ET ESPIONNAGE

Cette idée est d'ailleurs renforcée par un certain nombre d'indices laissant penser que le terrorisme ne serait pas la seule activité des groupes style

Brigades rouges. En pistant les Brigades rouges, la police italienne vient, en effet, de découvrir dans un appartement de Pise un central-radio, de petite taille, mais suffisamment puissant pour capter les communications de la police et surtout de l'armée. L'implantation de ce central n'avait, d'ailleurs, pas été choisie au hasard : à proximité de plusieurs installations militaires ; il se trouvait de plus

dans une zone d'écoute particulièrement favorable, celle-là même où avaient été réalisées les premières expériences de communication en Méditerranée. Or, on sait que la Méditerranée fourmille de bases et d'unités militaires dont l'interception des communications peut être précieuse pour un service de renseignement.

Serge FOREST

Des révélations

UN des détails les plus troublants qui entourent l'affaire Moro est le fait qu'une des grandes radios libres de Rome, Radio Citta Futura avait annoncé 45 minutes avant l'enlèvement, que les Brigades rouges préparaient une opération de grande envergure, et qu'Aldo Moro pourrait être la cible. Renzo Rossellini, un militant d'extrême-gauche qui anime cette radio s'en explique dans une interview donnée au *Matin* du 4 octobre. Tout le monde, dans l'extrême gauche savait que les Brigades rouges ne laisseraient pas passer la présentation du nouveau gouvernement Moro, soutenu par le PCI, sans tenter quelque chose, dit-il. Il révèle même que quinze jours avant l'attentat, il avait eu à ce sujet une discussion avec Bettino Craxi, le secrétaire du PS italien. Les révélations qu'il fait sont des plus intéressantes.

« En gros, la conversation a tourné autour des liens des Brigades rouges avec les services secrets soviétiques. Il y a en Italie, aujourd'hui un véritable « parti soviétique » qui cherche à déstabiliser le pays pour retenir le Parti communiste italien dans l'opposition. Et le terrorisme, dans cette stratégie, est un phénomène plus militaire que politique.

Prenez un exemple : pourquoi rien n'est-il sorti dans la presse des fracassantes révélations que les Brigades rouges nous annonçaient à la suite du « procès Moro » ? Eh bien, c'est probablement que leur but n'était pas de les rendre publiques et qu'elles jouaient là surtout une partie de « renseignement » au sens classique. C'est du reste la raison pour laquelle Moro était d'emblée et nécessairement condamné à mort. C'est ce que j'ai dit à Bettino Craxi dès cette entrevue du 16 mars. C'est ce que, par la suite, nous n'avons jamais cessé de répéter sur Radio Citta Futura.

Q : Qu'est ce qui prouve ces liens avec l'URSS dont vous parlez ?

Tout a commencé pendant la dernière guerre, quand une fraction importante de la résistance italienne passe sous le contrôle de l'Armée rouge. Ce secteur conserve ses armes après la guerre et devient le support logistique de la stratégie des services de renseignements russes dans le pays. Le noyau est revitalisé à la fin des années 1960 quand s'y adjoignent tous les éléments pro cubains liés à la Tricontinentale. De sorte que, finalement, le phénomène traverse toute la gauche et l'extrême-gauche : depuis le PCI, où subsiste une forte minorité prosoviétique, jusqu'à l'Autonomie, largement infiltrée elle aussi ; je schématise. Mais c'est cela, l'origine des Brigades rouges. Et, aujourd'hui, elles ont derrière elles l'appareil militaire des pays de l'Est dont elles sont une des émanations.

Concrètement...

Je peux vous donner un exemple précis et personnel. A travers les rapports que j'ai entretenus avec certains secteurs de la résistance palestinienne, je sais, et je peux vous dire, qu'il y a dans un pays de l'Est un camp où des Italiens se sont entraînés, s'entraînent peut-être encore, à des actions de guérilla urbaine... Voilà donc, en gros, les thèmes autour desquels a tourné cet entretien avec Craxi.

La théorie de Rossellini va sans le sens d'une hypothèse que nous avions émise au moment de l'enlèvement. On pouvait en effet lire dans *L'Humanité rouge* du 19 avril 1978 que « Cela (l'enlèvement) permettrait aussi à l'URSS de compromettre le « compromis historique » voulu par le PCI qui n'est pas sans contradiction avec Moscou. Cela expliquerait l'insistance avec laquelle le PCI appelle plus que jamais à l'unité internationale de « tous les partis » autour de la démocratie chrétienne ».

Assassinats fascistes en Turquie



Dans la nuit de dimanche à lundi, les fascistes sévissaient à nouveau en Turquie.

Ils étaient sept jeunes, membres proches du Parti ouvrier de Turquie quand un commando fasciste est entré dans leur appartement à Ankara. Quatre personnes ont été tuées, une autre gravement blessée alors que les fascistes emmenaient les deux autres pour les assassiner plus loin, sur la route d'Ankara. Ils ont été retrouvés le lendemain matin par la police. La seule survivante de ce massacre a pu reconnaître l'un des assassins. Il s'agit d'un membre des foyers Ideal, chargé par le Parti fasciste des actions de ce genre.

Vietnam

Difficultés et mécontentement

LA situation à l'intérieur du Vietnam est de plus en plus préoccupante : difficultés économiques, mécontentement de la population, telles sont les conséquences des choix politiques de la direction vietnamienne.

Avant décidé de privilégier l'effort de guerre au détriment de la reconstruction du pays, les dirigeants du Vietnam ont en même temps engendré une série de problèmes insurmontables.

Depuis 1976, les dépenses militaires ont augmenté de 200 % et le plan quinquennal a été revu et corrigé selon le modèle soviétique consistant à privilégier l'industrie lourde et l'industrie d'armement.

Bien sûr, un tel choix ne peut se faire qu'au détriment du bien-être du peuple.

DESERTIONS

L'envoi de tous les réservistes sous les drapeaux est une autre source de mécontentement. Il y a 100 000 soldats vietna-

miens à la frontière chinoise, 150 000 à la frontière du Cambodge et 50 000 à l'intérieur même du Laos pour « aider » le gouvernement laotien à maintenir l'ordre. Mais le peuple vietnamien n'en peut plus de la guerre. Et les désertions sont fréquentes.

Sur le plan économique, les difficultés se multiplient. On aurait pu comprendre que trois ans seulement après la Libération, la situation soit encore difficile. Mais le problème, c'est que ça va de mal en pis.

UN KILO DE RIZ PAR MOIS

La pénurie alimentaire pèse lourdement sur le peuple à Saigon, la ra-

tion de riz a diminué jusqu'à un seul kilo par mois ! La population doit donc acheter au marché noir si elle veut subsister. Un kilo de riz au marché noir vaut de 5 à 10 dong, or le salaire mensuel moyen est de 40 dong.

Trois magasins sur quatre sont fermés, sans solution de remplacement, ce qui explique la pénurie.

L'inflation est de l'ordre de 500 % ! A la campagne, les paysans mécontents des prix d'achat trop bas que pratique l'Etat, en arrivent à diminuer leur production, ne cultivant que ce qui est nécessaire à leur propre famille. Avec les inondations en plus, on comprend pourquoi la production agricole a diminué.

Enfin, l'atmosphère générale, surtout au Sud, est étouffante : les cadres venus du Nord occupent les places les plus importantes dans les secteurs-clés. Leur arrogance est très mal vue des gens du Sud. Pour tenter d'endiguer le mécontentement général, les

autorités ont recours aux services de sécurité.

CORRUPTION ET REPRESSION

Le mouchardage, la corruption, les pressions sont encouragés. Par exemple, pour trouver du travail correspondant à sa qualification, le plus sûr, c'est de payer un fonctionnaire. Le chômage est aussi important qu'à la Libération.

Pour ceux qui critiquent ouvertement les dirigeants, et en particulier, leur alignement sur Moscou, la répression est le moyen de les faire taire : c'est ainsi que la moitié des anciens membres du Comité central du Front national de Libération sont soit en prison, soit en résidence surveillée, soit dans la clandestinité. C'est le cas, par exemple de Huyn Tan Phat, ancien président du gouvernement révolutionnaire provisoire, actuellement en résidence surveillée.

Intervention brutale de la police contre les grévistes de la télé

Le projet de restructuration de la SFP (société française de production : un des morceaux de l'ORTF) comprend de lourdes menaces de licenciement. Après leur assemblée générale de jeudi matin, 1 000 personnes (sur 3 000 employés par la SFP) partaient en manifestation d'abord vers le

ministère de la Culture, où Lechat refusait de les rencontrer, puis vers la rue Cognac-Jay, où se trouve le système Nodal (Centre de transmission des émissions télévisées). Ils voulaient y demander un temps d'antenne pour exposer leurs revendications.

La police est intervenue avec une brutalité que Ro-

ger Gicquel lui-même, aux informations de TF1, a soulignée déclarant qu'elle était « inutile ». Deux blessés ont été hospitalisés.

Mille manifestants, cela ne s'était jamais vu, même en 1974, même du temps de l'ORTF. Cela témoigne d'une volonté de s'opposer fermement aux plans gouvernementaux.

Une nouvelle assemblée générale, ce vendredi matin, devait déterminer les

suites à donner. La grève débutée jeudi était reconductible. Il est certain qu'elle va se prolonger.

Les travailleurs de la SFP et tous leurs collègues de la télévision auront à cœur de riposter avec vigueur à cette répression.

Nous publierons la semaine prochaine un dossier sur le plan concernant la SFP et plus généralement la télévision.

DERNIERE MINUTE

Alors que manifestations et sit-in se poursuivaient dans la matinée de vendredi devant les Buttes Chaumont dans le quartier, l'on notait la présence d'importantes forces de police (sans doute les autorités craignaient-elles pour l'antenne), une nouvelle assemblée générale était de mise pour l'après-midi. La combativité était très forte.

Le problème de la SFP est lié directement au budget en discussion en ce moment. Le projet pour la télévision : d'un côté, une augmentation de 16 % de la redevance et de l'autre, la SFP annonce un déficit de 20 milliards d'anciens francs depuis sa création en août 1974 donc des licenciements. Le plan précis n'en est pas connu et le ministre Lecat n'a pas voulu le faire connaître !

Libération de tous les emprisonnés politiques en Tunisie !

LE Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste a publié un communiqué à propos du procès des trente syndicalistes représentant l'ancienne direction de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) condamnés à des peines de travaux forcés et de prison.

Après avoir rappelé la répression sanglante des manifestations populaires du 26 janvier dernier et l'objectif du pouvoir (« éliminer physiquement les leaders du mouvement de masse »), le communiqué dénonce la mascarade de procès où ont été jugés les dirigeants syndicalistes, et, entre autres, les atteintes au droit de la défense.

Puis le communiqué déclare : « (...) L'attitude ferme des accusés, soutenus par les larges masses tunisiennes, l'ampleur des protestations internationales qu'a suscité ce procès truqué, ont contribué à arrêter la main des bourreaux. Si l'on peut considérer que cela est un acquis, il n'en reste pas moins que la mobilisation populaire doit continuer et s'amplifier pour exiger la libération immédiate des seize condamnés aux travaux forcés et à la prison.

Cela est d'autant plus important que prochainement, 101 syndicalistes de la ville de Sousse vont passer devant la même juridiction.

Avec toutes les forces démocratiques en France, en Tunisie et dans le monde, nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques en Tunisie. »

La CFDT appelle à un meeting de solidarité avec les militants de l'UGTT.

Samedi 14 octobre
à 17 h 30

à la Bourse du travail
85, rue Charlot Paris 75010
Métro République

Procès Sonacotra de Genevilliers

Décision la semaine prochaine

Jeudi avait lieu le procès des résidents du foyer Sonacotra de Genevilliers (Hauts-de-Seine). Cent cinquante résidents étaient venus soutenir leurs camarades.

Durant une heure et demi environ, l'avocat de la Sonacotra avançait des arguments désormais connus, à savoir que la grève des loyers est à l'origine du déficit d'un milliard de la Sonacotra. A ce procès, il a été également question de la manifestation de la nuit du vendredi 6 au samedi 7, au cours de laquelle, sous la pression des résidents, un directeur de la Sonacotra s'engagea à permettre aux vingt-et-un résidents menacés d'exclusion de rester dans le foyer.

Le lendemain, la Sonacotra prétendit que cet engagement avait été pris sous la menace. C'est là un mensonge. Au cours de la réunion pendant laquelle il

avait pris cet engagement, jamais le responsable de la Sonacotra n'eut à subir la moindre manifestation d'hostilité. Les vingt-et-un résidents menacés d'expulsion, par contre, ont eu toutes leurs affaires volées par la police au cours de sa descente au foyer vendredi.

Enfin, la décision du tribunal de Nanterre sera connue la semaine prochaine.

Il est à noter que les résidents de Genevilliers qui sont isolés des autres foyers en grève sont plus vulnérables face à la répression. D'autre part, sous la pression des dirigeants locaux du PCF, ils se sont engagés à payer le loyer de septembre comme gage de leur bonne volonté et en échange de la mansuétude de la justice à l'égard de vingt-et-un résidents menacés d'expulsion.

PCUK : de nouveau l'acroléine

Ce jeudi 12 octobre, à 11 h du démarrage de la fabrication, une montée en pression anormale a fait fonctionner une garde hydraulique de sécurité. Un important nuage d'acroléine fut rejeté dans l'atmosphère. Plus d'une dizaine de personnes, prises dans cette nappe, sont tombées comme des mouches grave-

ment asphyxiées et ont été transportées sans connaissance à l'hôpital. Parmi elles, un travailleur opérant sur un toit qui, par chance, ne tomba pas. Cette nappe de gaz s'est répandue dans Oullins où la population a été fortement incommodée.

Dans l'hôpital Claude-Bernard, situé à plus d'un

kilomètre de distance à vol d'oiseau, la concentration d'acroléine était telle que le personnel et les malades ont été fortement incommodés.

Cet incident vient après une série qui a déjà fait des dégâts sans que PUK

prenne pour autant les mesures nécessaires ! Cette fois, cela pourrait bien sonner le glas de la fabrication de l'acroléine à Pierre-Bénite. Ce serait, en bonne logique capitaliste, une autre façon de faire retomber les conséquences sur les travailleurs (plusieurs centaines sont concernés par cette fabrication).

Centre de tri Paris-Brune

Une reprise très contestée

Résultats des négociations de jeudi avec l'administration : les procès-verbaux transformés en avertissements verbaux, plus quelques brouilles. Jeudi soir, à l'assemblée de nuit, les responsables CGT et FO parlent de grève minoritaire ce qui est globalement faux.

Des quatre grosses brigades, seule la A n'a que 49 % de grévistes. Dans les petites brigades (17-24 et 5-12), le chiffre n'a jamais été élevé mais, dans la journée, il s'était renforcé. De plus, de manière générale, d'un jour sur l'autre, le chiffre des grévistes s'est maintenu. La CFDT décrit la situation objective, mais ne donne pas de consignes précises et s'en remet à la décision de l'assemblée. Pendant les interventions, plusieurs travailleurs interpellent parce qu'ils ne sont pas d'accord avec cette analyse défaitiste. Ils sont écartés quand ils veulent s'exprimer au micro.

Les réactions : « Pas question de reprendre ce soir ! », « Vous vous foutez de notre gueule ! », etc. étaient nombreuses. Le vote a révélé une majorité pour la poursuite. Puis, c'est la confusion, des discussions acharnées. « Moi, je ne rentre pas ! », « Le 25, vous pouvez aller vous faire foutre ! », etc. Bref, comme aucune consigne précise n'est donnée pour concrétiser la majorité qui s'était dégagée en assemblée générale, les travailleurs, petit à petit, révoltés, d'autres en ayant gros sur la patate, reprennent le boulot.

A la prise de service de la brigade 6-12 du matin, à l'assemblée générale, l'intervention d'un camarade fit apparaître que le potentiel de lutte était assez important pourvu qu'il y ait une volonté de développer le rapport de force. Voici cette intervention.

« Camarades, je prends la parole pour deux raisons, d'une part pour vous donner quelques précisions sur l'assemblée du personnel de la brigade C hier soir, d'autre part pour exprimer le point de vue de ceux qui étaient véritablement pour la lutte, pour la grève, qui étaient en grève pour se battre et pour gagner. L'assemblée d'hier soir d'abord.

Eh bien, sachez, que le vote effectué était majoritaire pour la poursuite de la grève. Ceux qui y étaient peuvent vous le confirmer. Pourquoi la reprise alors ? Parce que certains dirigeants syndicaux en avaient décidé ainsi, fût-ce au mépris de la plus élémentaire démocratie ouvrière. D'ailleurs les camarades préposés au transbordement de la C qui ont essayé de donner leur point de vue au micro (le point de vue pour la poursuite de la grève n'ayant été exprimé par aucun syndicat), ces camarades, donc, en ont été empêchés et n'ont pu qu'exprimer leur colère et reprendre le boulot la rage au cœur, persuadés qu'on s'était foutu de leur gueule.

Dans notre brigade, signalons-le, il est tout de même possible de s'exprimer. Oh ! Ça n'a pas été sans une lutte de longue haleine. Ceux qui sont là depuis quelque temps déjà peuvent vous le confirmer. Comme quoi, il est possible de faire reculer la bureaucratie, progresser la démocratie, en étant patient et persévérant. Mais l'assemblée d'hier soir prouve que cette bataille est loin d'être gagnée dans toutes les brigades et qu'il faut persévérer.

Maintenant, la ligne suivie, ou encore pourquoi le mouvement a-t-il été cassé ?

Parce que certains s'obstinent à isoler les travailleurs qui veulent se battre et à adopter le point de vue de l'administration, y compris sur la façon de calculer le pourcentage de grévistes. (C'était évident hier soir), et en présentant des clopinettes, des brouilles comme des résultats honorables. Alors que la tâche d'un syndicalisme de classe est, à l'opposé, de rallier les hésitants et les indécis, aux positions des plus combattifs pour isoler l'administration et suivant qu'on adopte l'un ou l'autre point de vue, on développe une grève, ou on la casse, c'est on ne peut plus logique. Si on prend l'exemple du Centre de tri administratif de Pontoise, qu'est ce qu'on constate ? Que contrairement à ce qui a été dit, les pourcentages des grévistes n'étaient pas terribles au début. 30 à 60 % le vendredi 29, mais ils ont progressé par la suite de 60 à 90 % le mercredi 3 octobre, simplement parce que les postiers de Pontoise et leurs syndicats n'ont pas cédé devant la fermeté apparente de l'administration, et l'ont forcée, malgré les flics, à satisfaire en bonne partie leurs revendications. Tout le problème est là : ou l'on oppose un rapport de force solide, qui se construit progressivement au cours de la lutte, et la victoire est possible, ou on se dégonfle aux premières négociations négatives, aux premiers résultats négatifs des négociations et l'échec est inévitable.

A Brune, beaucoup de camarades anciens, connaissent trop la musique et ne sont évidemment pas chauds pour aller au casse-pipe, tellement ils ont été échaudés. Bien sûr, ils n'ont pas raison de rester sur la touche quand l'action est juste, comme c'était le cas, cette fois-ci, mais qu'on ne vienne surtout pas leur jeter la pierre et s'en servir comme boucs-émissaires.

Enfin, pour terminer, je vote évidemment pour la poursuite de la grève, sans me faire d'illusions sur ce vote symbolique. Le travail a repris hier soir.

Alors pour l'avenir, organisons-nous, comptons sur nos propres forces et surtout réfléchissons avec notre tête. »

Cette intervention d'un camarade a été accueillie avec de vifs applaudissements, ralliant la très large majorité des travailleurs, grévistes et non-grévistes.

POLITIQUE ET SOCIAL

Dans les lycées et les CET

Four gagner, la démocratie et l'union !

Par Pierre BURNAND

Dans un nombre grandissant de CET et de lycées, élèves, enseignants, parents d'élèves engagés la lutte contre la politique d'austérité du gouvernement Giscard-Barre. Manque de professeurs effectifs trop nombreux dans les classes, conditions d'hygiène et de sécurité qui se dégradent, tels sont les effets de cette politique. Et cela, alors que le chômage des jeunes continue à s'étendre. Le mouvement actuel pour l'embauche des milliers de maîtres-auxiliaires au chômage, pour des conditions d'études acceptables marquera des points à la condition de se développer dans l'unité la plus large et de recourir à la démocratie.

Les élèves de CET et de lycées consti-

tuent la force principale de ce mouvement. Dans les lycées et CET en lutte, organisez des assemblées générales souveraines, formez des commissions au sein desquelles chacun puisse s'exprimer, apporter ses contributions, formuler ses critiques. Elisez des délégués agissant pour appliquer les décisions des assemblées générales. Formez des comités de grève, responsables devant les assemblées générales dont les membres peuvent être révoqués s'ils ne respectent pas les décisions des assemblées générales. Pour faire évoluer le rapport de forces dans un sens favorable, mettez sur pied quand les conditions le permettent, des coordinations de ville, de région, regroupant lycées et CET. Elisez vos représentants à ces coordinations afin qu'ils défendent les positions arrêtées en assemblée

générale.

Les gens appartenant à des organisations diverses doivent avoir évidemment le droit de faire connaître leurs positions et propositions mais ils doivent se soumettre aux décisions des assemblées générales et respecter les formes d'organisation adoptées.

Pour s'unir, la démocratie la plus large est une nécessité : les manœuvres de chapelle, le non-respect de la souveraineté des assemblées générales, le non-contrôle des délégués, cela ne peut que déboucher sur la division, l'émiettement. Autre nécessité, l'union des élèves, enseignants, parents d'élèves, personnel d'entretien, *sur un pied d'égalité*. Il faut bannir de la part des uns comme des autres les comportements hautains : les uns et les autres, en majorité, ont les mêmes intérêts. Refusez les divisions artificielles. Organisez des assemblées générales communes, formez des commissions communes, menez des actions communes. Là encore, la lutte doit être l'affaire de tous et non de quelques responsables d'organisations syndicales ou de parents d'élèves, qui ont, certes, un rôle important à jouer, mais n'ont pas à décider de tout et à se croire les patrons de la lutte.

J'aime la vie, je la risque aux ateliers

propos recueillis par Nathalie VILLOTIERS

Quand on arrive à Chérioux, on est un peu suffoqué par le cadre du lycée ; de vastes pelouses entourent les bâtiments, de nombreux arbres les chemins. Mais très vite, en pénétrant dans les locaux, on revient de son étonnement. Des abris à vélo complètement rouillés, des WC sans verrou, à l'air libre et pas toujours avec des portes, des peintures écaillées, des amas de feuilles mortes dans les couloirs.

AUCUNE SECURITE

Cet état de délabrement n'est rien en comparaison de l'équipement des salles et des ateliers.

Vendredi 29 septembre, deux élèves ont été accidentés parce que les prises de terre ne sont pas reliées à la terre ; l'eau pénètre dans le circuit électrique. Deux professeurs de plomberie ont une tâche aux poumons parce que les gaz brûlés ne sont pas évacués.

Dans les ateliers, il n'y a pas d'installations sanitaires, peu ou pas de vestiaires.

En menuiserie, les armoires électriques sont dans un tel état qu'il est impossible d'arrêter les machines en cas de nécessité. En juin 1977, une avalanche de planches s'abattait sur un élève ; il aurait pu en mourir.

En horticulture, pas de vestiaire pour se changer.

On travaille sur des tours, des fraiseuses, des perceuses, des étaux-limeurs. Sur ces derniers, on doit travailler au maximum à deux, mais, en fait, on est trois sur une machine.

L'infirmerie est minuscule, s'il y a un accident, il n'est pas question qu'on soit soigné dedans, il n'y a rien, *peut-être de l'alcool de menthe ?*

Mais, en plus de tout ça, le chauffage et l'électricité vont être coupés en novembre par manque de crédits. On ne peut pas et on ne veut pas travailler par moins de 8 degrés ; dans les ateliers, sans électricité, on ne pourra faire fonctionner les machines. Quand on a fini avec l'atelier, on essaie de se caser en classe. On est 30 dans ma classe, eh bien, dans une salle, il n'y avait que 20 tables et chaises.

LA LUTTE PAR ASSEMBLÉES GÉNÉRALES, PAR UN COMITÉ DE LUTTE

C'est donc pour avoir de meilleures conditions de travail qu'on fait grève. Sur 2 000, on est 1 500 grévistes, ce sont ceux du CET/LEP qui sont le plus mobilisés ; mais les problèmes d'atelier concernent tout le monde, me dit un élève de seconde T (techni-

que). Un comité de lutte dirige la grève des lycéens et des collégiens et, tous les jours, nous avons une assemblée générale.

Il y a des liaisons entre nous et les autres lycées, ainsi, le 6 octobre, ceux de Jean-Macé de Vitry et quelques-uns d'entre nous, nous avons bloqué la route nationale 7.

L'assemblée générale du 12 octobre regroupant un peu plus de 600 élèves a fait le point.

Apparemment, les crédits seraient débloqués pour le chauffage et l'électricité... comme c'est bizarre !

Les parents d'élèves qui nous soutiennent ont fait revenir le proviseur sur sa décision de fermer le bahut. Est-ce qu'il en avait effectivement l'intention ou bien est-ce que c'est du vent ? En tout cas, si le lycée ferme, cela va s'accompagner de mesures répressi-

ves, réinscription de chaque élève en déclarant que l'on ne ferait plus grève. Comme si c'était honteux !

Demain, vendredi, on continue la grève générale et on va manifester. Samedi 14, les professeurs invitent les parents à visiter les ateliers dans lesquels on travaille.

Mais, lundi, nous avons décidé en assemblée générale de reprendre les cours théoriques, seulement les cours théoriques, on ne veut pas remettre les pieds dans les ateliers tant que la sécurité n'est pas assurée.

La grève c'est dur, car on n'apprend rien et puis les ateliers, c'est le plus important. Il y a les professeurs qui font quand même le relevé des absences, d'autres qui nous colent des bulles. Mais on continue la grève, on ne veut pas travailler dans des conditions comme celles d'à présent.

A Rennes, les maîtres-auxiliaires occupent le rectorat

TROIS cents enseignants l'Ille et Vilaine ont occupé vendredi 6 octobre, le rectorat de Rennes, à l'appel du SGEN/CFDT. Après avoir défilé dans les rues de la ville ils ont escaladé les grilles du rectorat en fin de matinée et ont installé leur assemblée générale dans la grande salle de conférence du rez-de-chaussée. Après un pique-nique des discussions se sont poursuivies toute l'après-midi, alors qu'une délégation était reçue par le secrétaire général en l'absence de recteur. La veille, à Rennes, un cortège de 70 voitures avait bloqué la circulation.

Pour les maîtres-auxiliaires, la coupe déborde. Le recteur prétend que la quasi-totalité des maîtres-auxiliaires a été rembauchée cette année. C'est faux, archi-faux. Pour 120 d'entre eux, employés à temps complet l'an passé, il n'y a rien. Pour 180 suppléants qui ont travaillé plus de six mois l'année dernière, aucun poste. C'est donc au minimum 300 auxiliaires qui sont au chômage, sans compter les maîtres-auxiliaires qui ont fait cette année leur première demande. En plus

179 autres maîtres-auxiliaires sont employés à mi-temps, ou plutôt à mi-chômage.

Et pourtant, les postes existent : combien de classes surchargées, qui demanderaient à être dédoublées, combien de postes de documentalistes inoccupés, combien de postes non attribués sans compter les postes qui sont assurés sur des heures supplémentaires et qui pourraient être dérogés pour la création de nouveaux emplois.

Lycée de Noisy-le-Sec

Le combat continue

Le mouvement revendicatif (voir *l'Humanité rouge* No 344 du 5 octobre) entame sa quatrième semaine de grève. L'occupation jour et nuit se poursuit, prise en charge par les professeurs, parents et lycéens.

Comme prévu, lundi 2 octobre, des cours à effectifs complets se sont déroulés dans le hall pour montrer aux parents présents ce que sont des classes surchargées. Ensuite, des dédoublements ont été opérés en faisant appel aux maîtres-auxiliaires au chômage, regroupés sur le lycée par la Coordination enseignants du 93.

En fin de matinée, sur requête de la directrice « destituée », l'inspecteur d'académie visitait l'établissement et le recteur faisait savoir que, sur la base de son rapport, le cas de Noisy serait rapidement tranché. Dès lors, on s'attendait à l'intervention des flics et à la fermeture du lycée. Surtout que jeudi, la directrice cloîtrée dans ses

appartements avec une partie de l'administration a fait une brève réapparition pour proférer des menaces d'une « issue douloureuse ».

Aussi, des mesures ont-elles été prises pour renforcer l'occupation pendant le week-end du 7 et 9 octobre.

Les réflexions sur la perspective à court terme du mouvement se font par rapport à la menace policière.

La question du comité de lutte en tant que structure permanente n'a pas encore été envisagée collectivement, pas plus que celle de la liaison nécessaire du mouvement lycéen avec les luttes ouvrières.

D'autre part, il a été rappelé qu'il fallait être vigilants et s'opposer à toute manœuvre de récupération.

Correspondant Soutien financier à adresser à André Schaeffer CCP 1987420 Paris

A préciser : soutien à Noisy-le-Sec.

A Roubaix, on occupe !

Parents, enseignants et travailleurs unis occupent l'école Henri-Carrette de Roubaix Nord. Ils lutteront jusqu'à l'obtention de leurs revendications, c'est-à-dire la reconnaissance de Roubaix Nord comme zone d'intervention prioritaire (ZIP). En effet, parents, enseignants et travailleurs exigent une école « inégalitaire », c'est-à-dire : « *donnant plus à ceux qui en ont le moins* ». Ce projet comporte donc :

— Une réduction des effectifs à 25 élèves par classe.

— Une augmentation des crédits.

— Une liaison entre l'école et les parents d'élèves (visite des instituteurs chez les parents intégrée dans leurs heures de travail)

— Une médecine sérieuse et gratuite pour tous les enfants.

— Une école totalement gratuite (assurance comprise)

— Des crèches gratuites

— Des structures d'accueil pour les mercredis et les congés (sans bénévolat)

— La formation d'équipes pédagogiques (création de postes de moniteurs

d'éducation physique, lutte contre la polyvalence des maîtres, etc.)

L'action lancée par la CSCV (*), le SGEN, la CFDT et la Fédération Cornec se développe actuellement. Mardi 10 octobre, une dizaine d'écoles étaient touchées et une trentaine d'enseignants en grève. Il est important de noter le rôle moteur des parents d'élèves et des travailleurs du quartier dans la mobilisation et dans l'occupation. Cela est d'autant plus important que la lutte se déroule dans un esprit d'échanges entre parents et enseignants. Ils appellent à développer la lutte durant la journée de jeudi et déclarent Roubaix Nord « écoles mortes », c'est-à-dire, toutes les écoles fermées, parents, enseignants et travailleurs en assemblées.

Soutenons largement leurs revendications !

Soyons unis et nombreux dans l'action !

Pour une école au service des travailleurs !

Des enseignants marxistes-léninistes en grève

(* Confédération syndicale du cadre de vie.

Lutte et soutien des professeurs de Chérioux

Dès le 29 octobre, les professeurs du CET/LEP se sont mis en grève à cause de leurs conditions de travail et de celles de leurs élèves. Le SGEN-CFDT sur le lycée technique et le CET et le SNEPT-CGT sur le CET, dans l'unité d'action la plus large, poursuivaient la grève le lundi 2 et le mardi 3. Par contre, le SNES appelait à reprendre les cours dès le lundi soir. Il s'efforce sans arrêt de ramener le mouvement en arrière. Cette attitude du SNES est remarquée par les élèves qui ne se sentent pas soutenus par lui.

Les professeurs du SNETP-CGT et du SGEN-CFDT organisaient une manifestation dans Vitry avec les élèves et « retenaient » le proviseur pendant deux heures pour l'obliger à satisfaire les revendications.

40e Congrès de la CGT

« Il ne faudrait pas renouveler pareille expérience »

Nous publions des extraits d'une lettre d'un membre du secrétariat de la région des pays de Loire, J. Salle. Le point de vue de ce militant est intéressant par bien des aspects : il montre à la fois la déception de nombreux militants devant l'échec de l'Union de la gauche et un profond souci de réfléchir et tirer un bilan. Ce besoin de réflexion, nous l'avions déjà noté au moment du meeting parisien de la Porte de Pantin, le premier après les élections. Cette lecture pose surtout une question principale aujourd'hui : « Est-il possible à une organisation comme la CGT de soutenir sans limites un programme commun des partis de gauche ? », mais il la pose par rapport « aux limites » du soutien et non par rapport à la nature du programme. Elle montre ainsi les grandes difficultés des militants de la CGT et de tous les travailleurs à mettre à jour la véritable nature du programme commun, même si la prise de conscience se développe que pour les partis de gauche, PS ou PC, la cuisine électorale passe avant l'intérêt des travailleurs. C'est un premier pas. Mais après ? « Quinze ans de lutte pour le changement » avait créé un grand espoir... Mais sur le terrain, face aux licenciements, face à toutes les attaques du patronat, face à l'exploitation quotidienne et à son renforcement, qu'est-ce que cela a donné ? Les plans Barre ont-ils été empêchés par exemple ? C'est plus que jamais le moment d'apporter nos explications pour répondre à ce genre de question, pour qu'il n'y ait pas à nouveau d'amères désillusions.

« Je suis pleinement d'accord sur le but poursuivi par la CGT en ce qui concerne particulièrement la nécessité du changement, mais je voudrais analyser les conditions dans lesquelles elle s'est engagée dans la lutte pour ce changement, non pour critiquer car j'étais partie prenante comme les autres camarades de la région, mais pour réfléchir après coup sur ces conditions de notre engagement afin d'éviter de faire le même genre d'erreur dans l'avenir.

Nous avons soutenu avec le maximum de loyauté et d'espoir ce programme commun pendant cinq ans en pensant que son contenu était bien adapté dans son fond et dans sa forme par tous les partis signataires, pour nous apercevoir huit mois avant l'échéance qu'il y avait des désaccords profonds sur les moyens de l'appliquer (...)

Nous avons fait confiance, alors que nous aurions dû manifester notre indépendance en exigeant que les problèmes de gouvernement soient clairement définis dans les détails, particulièrement ceux qui touchaient les secteurs nationalisés.

Est-il possible à une organisation syndicale comme la CGT de soutenir sans limites un programme commun des partis de gauche ?

Même si ce programme comporte une partie des revendications que nous défendons pour l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs ?

Est-il souhaitable d'engager tout notre poids d'organisation syndicale dans un

processus qui peut-être remis en cause par un ou plusieurs partis signataires ?

Pour des raisons de stratégie de parti sur lesquels nous n'avons aucun pouvoir ?

Notre organisation syndicale se doit d'exprimer les besoins de tous les travailleurs en partant de son programme et créer les conditions pour que les partis de gauche les prennent en charge dans une recherche commune, mais doit-elle aller plus loin ? (...)

Quinze années de lutte pour le changement avaient permis à la CGT de promouvoir un grand espoir parmi les travailleurs et de faire évoluer des quantités de consciences qui apportaient leur contribution à la lutte qu'elle menait.

Aujourd'hui, la désillusion, le découragement sont à la mesure de l'espoir que nous avions créé.

Il ne faudrait pas renouveler pareille expérience, c'est déjà assez grave, cela pourrait devenir catastrophique.

Joseph SALLE
Membre du secrétariat de la région des Pays de Loire

Budget d'austérité et bavardage au Parlement

« Considérez n'importe quel pays parlementaire (...) la véritable besogne « d'Etat » se fait dans la coulisse ; elle est exécutée par les départements, les chancelleries, les états-majors. Dans les parlements, on ne fait que bavarder, à seule fin de duper le « bon peuple ». Voilà ce qu'écrivait Lénine, il y a 60 ans (1).

Et ailleurs, il ajoutait que le Parlement « dans une démocratie bourgeoise ne résout jamais les questions majeures ; celles-ci sont tranchées par la Bourse, par les banques. »

C'est bien de cela qu'il s'agit avec la discussion du budget qui vient de s'ouvrir à l'Assemblée nationale. Pendant un mois, les députés (pas tous, rassurez-vous, ils ne sont qu'une poignée à se déranger pour les débats) vont bavarder sur le budget mais ils ne décideront rien. Toutes les décisions ont été prises avant à la suite des discussions entre hauts fonctionnaires, banquiers et CNPF.

N'était-ce pas là le travail de M. Papon ? Le débat en cours au Parlement est un débat pour la forme et cela la plupart des observateurs le reconnaissent.

La signification immédiate et concrète du budget pour les travailleurs, c'est le blocage de leurs salaires — il ne doit pas y avoir d'augmentation du pouvoir d'achat, c'est une des clés de la réussite du plan Barre — et l'augmentation de leurs impôts.

Ce plan d'austérité pour les travailleurs et de largesses pour les monopoles n'est d'ailleurs pas très différent de ceux mis en place dans les autres pays européens, et notamment du plan d'austérité mis en œuvre

par le gouvernement travailliste en Angleterre.

Pas différente non plus la voie à suivre pour mettre ce plan en échec. C'est celle suivie par les 57 000 métallos des usines Ford de Grande-Bretagne qui viennent d'arracher, par la grève, 15 % d'augmentation des salaires.

Voilà la seule façon correcte de traiter le budget d'austérité. Quant aux bavardages parlementaires, il n'y a rien à en attendre. Le dire, c'est peut-être répéter une évidence... et pourtant !

Tandis que le Parlement s'apprêtait à ronronner ses discours mille fois entendus dans l'indifférence générale, certains se sont mis en tête d'animer cette assemblée de parasites, de lui donner par leur agitation un semblant de vie.

Qui ? Mais Marchais bien sûr.

Alors que l'intérêt des travailleurs exige l'organisation d'une ferme riposte à Giscard-Barre, Marchais détourne l'attention en appelant les travailleurs à venir soutenir sa prestation à l'Assemblée, le 11 octobre passé.

Alors que l'intérêt des travailleurs exige la ferme dénonciation du rôle du Parlement qui n'est qu'un paravent mondain destiné à camoufler la dictature des monopoles, Marchais s'agite comme un beau diable pour faire croire qu'à l'Assemblée « il se passe des choses importantes ».

Peut-être est-ce ça que Lénine appelait le « crétinisme parlementaire » ?

Pierre MARCEAU

(1) « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky ». Ecrit par Lénine en 1917.

La gare de Saint-Etienne occupée

La gare de Saint-Etienne-Châteaucreux regroupe 500 cheminots environ (il est difficile de donner un chiffre exact vu le rattachement à Châteaucreux de plusieurs gares des environs et vu la multiplicité des services). Quatre syndicats sont représentés : CGT, CFDT, CFTC et FO. La CGT est majoritaire. Les cheminots s'étaient mobilisés sur le mot d'ordre national début octobre ; sur Saint-Etienne, la grève des agents de gare a démarré le 8 octobre, à 20 h, car à la mise en route des services d'hiver, le 1er octobre, il y a eu quatre suppressions de poste. A la SNCF, il n'y a pas de licenciements, mais les effectifs ne sont pas renouvelés lors des départs en retraite. Un exemple donné par un agent de train : il y a 22 ans, ils étaient 400 agents dans son service, aujourd'hui, ils ne sont plus que 60. Le lundi 9 octobre, les CRS sont intervenus pour faire évacuer les grévistes ; pas d'affron-

tement, les CRS ont interdit les quais aux voyageurs et ils sont restés tout l'après-midi. Les roulants s'associent au mouvement pour protester contre les forces de police. Après une entrevue d'une délégation syndicale avec la direction régionale, les forces de police ont dû se retirer.

Une assemblée générale se tient tous les matins dirigée par les syndicats ; une grande proportion de cheminots y participe.

La grève se poursuit en attente de la réponse de la direction régionale qui doit arriver sous huitaine. Aucun train ne circule sur Saint-Etienne. Par voie de conséquence, le centre de tri est immobilisé. Seuls les agents des PTT contraints de travailler par leur direction remplissent et vidant les mêmes wagons toute la journée.

Correspondant Saint-Etienne

SMRI - Port-de-Bouc
Première mobilisation

La SMRI (société rhodanienne de maintenance industrielle) est l'une des entreprises de chaudronnerie et de tuyauterie les plus importantes de la région, travaillant pour l'industrie pétrolière (CFR, Total, Naphthachimie), les aciéries (Solmer, Ugine acier à Fos) et aussi pour le nucléaire (Tricastin), où la société mère, la FDEM, a un chantier. Elle emploie environ 200 ouvriers. Aujourd'hui, les patrons invoquent les manques de commandes comme prétexte aux licenciements annoncés : 40 par fermeture des chantiers, 49 dans l'usine, plus de nombreux ouvriers sous contrat, en tout environ 120. Les travailleurs savent bien eux que du travail il y en a : la véritable cause de ces licenciements, c'est la restructuration capitaliste et la course aux profits maximums ; derrière cette affaire on voit l'ombre de Creusot-Loire qui veut racheter la FDEM et donc la SRML. Déjà en mai, puis en juillet, il y a eu deux vagues de licenciements, chaque fois d'une

douzaine de travailleurs.

En même temps que le matériel est vendu, camions, voitures de service, outillage, des listes nominales de licenciés sont apparues et le patron veut jouer là-dessus pour diviser les ouvriers entre eux et créer de la jalousie.

A 10 h 30, mercredi 11 octobre, les travailleurs se sont rassemblés devant l'usine : la veille ils avaient décidé d'arrêter le travail et de manifester sur la route Marseille-Arles et dans Port-de-Bouc. Ils avaient confectionné des panneaux et des banderoles. Le cortège de voitures s'ébranle à 7 heures. Tout en ralentissant la circulation, ils distribuaient des tracts expliquant leur mouvement, même chose dans les rues et sur le marché de Port-de-Bouc. Cette manifestation à laquelle ont participé un grand nombre de travailleurs est une première mobilisation : il y en aura d'autres car il faut rassembler toutes les forces contre le patron et ses plans de licenciement.

Correspondant HR

Foyers SONACOTRA DE Colombes

COMMUNIQUE DE PRESSE

Journée « portes ouvertes » le 14 octobre 1978 de 14 h à 23 h au foyer Sonacotra, 203 rue Colbert à Colombes

Le comité de résidents et les résidents du foyer Sonacotra Colbert, en grève des foyers depuis le 1er décembre 1977 (ce foyer a déjà été en grève en 1975 et sa lutte a été sabotée l'été 1976), invitent tous les travailleurs français et immigrés à venir à cette journée « portes ouvertes ».

- Expo-photos - Montage diapos - Films - Chansons - Brochettes - Gâteaux -

Le comité de résidents du foyer Colbert-Colombes le samedi 8 octobre 1978

Numéro spécial de L'Humanité Rouge bimensuelle sur la Chine

Après le retour de notre délégation de Chine, dans le prochain bimensuel un dossier approfondi sur la situation intérieure et internationale de la Chine. Passez vos commandes.

Portrait de l'Eglise de France

LORSQUE Paul VI devint pape, l'Eglise faisait encore illusion : elle paraissait unie et prospère. Aujourd'hui, la situation a bien changé. En quelques années, en France comme dans la plupart des pays d'Europe, elle s'est affaiblie et surtout divisée. La lutte des classes, la lutte entre les idéologies se répercutent aussi dans l'Eglise catholique. A tel point qu'on peut se demander s'il faut parler d'« Eglise de France » ou d'« églises de France ».

En effet, qu'y a-t-il de commun entre des fascistes comme Monseigneur Lefebvre et les milliers de travailleurs chrétiens qui luttent pour plus de justice et que nous rencontrons souvent à nos côtés dans le combat contre la bourgeoisie, et qui sont bien autre chose qu'une caution de gauche de l'Eglise.

Lefebvre et les intégristes sont un courant minoritaire dans l'Eglise, courant en rupture de bans. Il est influent dans les couches les plus réactionnaires de la bourgeoisie : des écrivains et des journalistes connus comme Michel Droit, Jean Dutoit, le colonel Rémy, Michel de Saint-Pierre les soutiennent ouvertement. Les intégristes représentent la résistance à tout changement : « Ce sont eux (Paul VI et Vatican II) qui ont quitté l'Eglise, pas nous. » Ils sont les héritiers des courants fascistes de l'Eglise, les héritiers, par exemple, du Cardinal Gerlier qui voyait en Pétain « un père qui reconforte et un chef qui dirige ». « Travail, famille, patrie, ces trois mots sont les nôtres » déclarait-il à l'époque. Lefebvre les reprend à son compte.

Les intégristes sont violemment anticommunistes et ne manquent pas une occasion de citer Léon XIII qui qualifiait le communisme d'« intrinsèquement pervers ». Pour eux, « le marxisme porte le goulag comme un renard porte la rage ». Lefebvre voit dans

la dictature argentine « un gouvernement d'ordre qui empêche les brigands de tuer ».

L'immense majorité des catholiques rejettent ces positions. Et même s'ils sont mal à l'aise dans l'Eglise d'après Vatican II, ils suivent leurs évêques.

UN EPISCOPAT CENTRISTE

Les évêques naviguent au centre : un coup à droite, un coup à gauche. D'un côté, ils condamnent les attitudes fascistes, mais ils font attention à ne pas s'engager trop loin dans l'autre sens. S'ils comprennent qu'il n'est plus possible de condamner en bloc le mouvement ouvrier, ils ne sont pas prêts pour autant à s'engager à ses côtés.

Ce n'est plus le temps où « contre l'injustice même, on doit protester par le martyre héroïquement consenti ». Mais ils continuent à condamner le marxisme, en accord avec les dernières déclarations de Jean-Paul Ier : « Pour moi, c'est une erreur d'affirmer que la libération politique, économique et sociale coin-



Le courant de Lefebvre et des intégristes est un courant minoritaire de l'Eglise. Ils sont violemment anticommunistes. Pour eux le « marxisme porte le goulag comme le renard porte la rage ».

cide avec le salut par Jésus-Christ, que le Royaume de Dieu coïncide avec le royaume de l'homme, que là où il y a Lénine, il y a Jérusalem ».

C'est loin d'être l'opi-

nion de tous les chrétiens, l'opposition vient en particulier des mouvements d'action catholique, de la Jeunesse ouvrière catholique (JOC), du Mouvement rural de la jeunesse chré-

tienne (MRJC) et de l'Action catholique ouvrière. La réprobation contre une église « qui sert les intérêts de la classe dominante » s'exprime aussi largement dans les colonnes de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*.

Pour ces chrétiens, la lutte contre l'oppression est déjà contenue dans l'Evangile qui dit, à propos du Christ : « Il a renversé les puissants et élevé les humbles. Il a rassasié les affamés et renvoyé les riches les mains vides. » C'est donc en s'appuyant sur l'Evangile lui-même que des chrétiens, comme Cardonnel, se battent contre « tous les dieux du désordre établi ».

« Nous sommes tous décidés à lutter contre l'église comme appareil idéolo-

gique d'Etat, qui constitue un des instruments d'hégémonie idéologique de la classe dominante. C'est dire que nous combattons non seulement contre la structure ecclésiale et ses comportements, mais aussi contre les représentations idéologiques oppressives et aliénantes véhiculées par le christianisme ». (Déclaration d'un groupe de « chrétiens marxistes »).

(1) Ancien résistant. Il défend aussi dans ses livres la thèse que De Gaulle et Pétain ont tous deux bien servi la France. De Gaulle était le sabre et Pétain le bouclier.
(2) L'Eglise et les ouvriers, 1883.

Eglise et lutte des classes

NOUS citons ci-dessous les déclarations de deux papes. Elles montrent bien l'évolution de la « doctrine sociale de l'Eglise » en moins d'un siècle. Le glissement de l'Eglise vers des positions moins hostiles aux « pauvres » ne dépasse d'ailleurs pas l'humanisme et il n'a jamais été question pour elle de prôner la lutte de classe ni de soutenir les luttes de libération nationale.

Les paroles de Jean XXIII sont loin de faire unanimité dans l'église et c'est à la suite de Vatican II, lancé par lui, que s'est développée la rupture entre les catholiques.

« L'erreur capitale dans la question présente, c'est de croire que les deux classes sont ennemies l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les pauvres pour qu'ils se combattent mutuellement dans un duel obstiné. C'est là une aberration telle qu'il faut placer la vérité dans une doctrine complètement opposée : car de même que dans le corps humain, les membres s'adaptent l'un à l'autre, ainsi, dans la société, les deux classes sont destinées par la nature à se tenir mutuellement dans un parfait équilibre. »

« Elles ont un impérieux besoin l'une de l'autre : il ne peut y avoir de capital sans travail, ni de travail sans capital. Il faut rapprocher les riches et les pauvres, en rappelant aux deux classes leurs devoirs mutuels. L'ouvrier doit fournir intégralement et fidèlement le travail auquel il s'est engagé par contrat libre et conforme à l'équité : il ne doit point léser son patron, ni dans ses biens, ni dans sa personne ; ses revendications même doivent être exemptes de violences et ne jamais revêtir la forme de sédition. »

« Parmi les devoirs du patron, il faut mettre au premier rang celui de donner à chacun le salaire qui convient. »

Pape Léon XVIII, encyclique « Rerum novarum » sur la condition des ouvriers 1891.

« Notre âme est saisie de profonde amertume devant un spectacle infiniment triste : une foule de travailleurs reçoivent un salaire qui les oblige, eux et leurs familles, à des conditions de vie inhumaines. Criant et outrageant est le contraste entre l'extrême misère des multitudes et l'abondance, le luxe effréné de quelques privilégiés. »

Pape Jean XXIII, encyclique « Mater et magistra ».

L'Eglise et la Chine

L'EGLISE de Chine est une église nationale. Elle n'a aucun lien avec le Vatican. Elle n'a aucune allégeance ni subordination au Pape. Ce qui n'exclue pas évidemment des relations comme en témoignage ce récit paru dans *Le Monde* du 30 septembre 1978 de la visite d'un prêtre catholique en République populaire de Chine.

« Les autorités ont réservé le meilleur accueil à un prêtre expatrié en visite à Pékin et à Shanghai ».

« Le père Louis Wei-Tsing-Sing, prêtre catholique d'origine chinoise a récemment séjourné en Chine populaire. Les autorités officielles lui ont réservé le meilleur accueil et il a notamment été l'hôte de la conférence politique consultative du peuple chinois (à laquelle sont représentés les divers groupes religieux), ainsi que de l'académie des sciences sociales devant laquelle il a prononcé une conférence. Il s'est, d'autre part, entretenu avec l'évêque de Shangai, Monseigneur Chang Chia-shu et avec Monseigneur Yang Kao-chien, qui dirige l'Association patriotique des catholiques de Chine (...)

Cependant, la seule église que le père Wei a pu visiter est celle de Nan-Tang à Pékin, que fréquentent habituellement les étrangers (...). Quatorze prêtres y vivent en communauté, ceux qui sont encore en âge de travailler exerçant d'autre part divers métiers : deux sont médecins, un autre ouvrier en usine, un autre encore employé dans un magasin.

L'intérêt académique pour les religions renaît d'autre part, comme en témoigne la réouverture à Pékin de l'Institut pour les études religieuses, qui avait cessé toute activité depuis la révolution culturelle. Le père Louis Wei, lui-même a été longuement interrogé par ses hôtes sur la vie religieuse dans les pays occidentaux, et notamment en France, où il vit habituellement.

Petit lexique

CURIE : C'est l'administration centrale de l'Eglise catholique. Rassemblée au Vatican, elle compte environ 4 000 fonctionnaires. Les « cardinaux de Curie » sont en quelque sorte les ministres du pape, chefs des différents services.

CONCLAVE : C'est la réunion des cardinaux, c'est-à-dire des conseillers du pape, pour élire un nouveau pape. Il s'enferme dans la Chapelle Sixtine pour éviter toute pression extérieure. Comme s'il suffisait de fermer une porte pour que le monde n'existe plus autour d'eux.

CONCILE : C'est le congrès de tous les évêques. Le concile Vatican II, ouvert en 1962, a marqué une certaine « ouverture de l'Eglise sur le monde moderne ».

ENCYCLIQUES : Ce sont des textes de références adressés par le pape à tous les catholiques. On les désignent en latin par les mots qui les commencent. L'encyclique « Humanae Vitae », qui interdit le divorce, la contraception et l'avortement a été extrêmement contestée par les chrétiens eux-mêmes.

l'humanité rouge

L'Humanité rouge

Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10

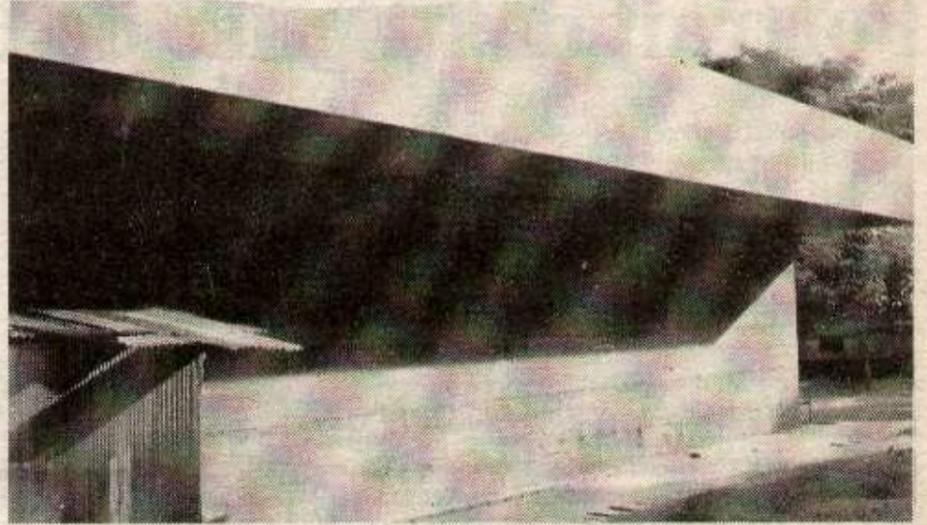
Directeur politique : Jacques Jurquet

Rédacteur en chef : Jean Quercy

Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.



Dans le bunker un combattant explique à la délégation du PCML la tactique qui a permis la libération de Phnom Penh.



Le bunker de Sosthène Fernandez, chef des forces armées fantoches, du temps de Lon-nol.

1 000 km à travers le Kampuchea (Cambodge) (3)

Phnom Penh trois ans après

C'EST le 17 avril 1975, à 9 h 30 le matin, que les Forces armées populaires de libération pénètrent dans l'état-major de Lon Nol, au cœur de la capitale. L'état-major de Lon Nol est resté intact, tel que les patriotes l'ont investi, sans coup de fusil, le 17 avril au matin. Nous sommes restés plusieurs heures à l'intérieur.

Nous pénétrons dans un bunker en béton à toit plat. C'est le bunker de Sosthène Fernandez, chef des Forces armées fantoches. A son arrivée en France, après la victoire des patriotes, Sosthène Fernandez a fait le fier à bras et craché sur la résistance cambodgienne. La vérité, c'est qu'il s'est sauvé comme un lapin : le toit plat de son bunker était prévu pour l'hélicoptère de la fuite ; Sosthène Fernandez avait peur : il s'est fait spécialement construire cette forteresse !

Tout est resté en l'état : les cartes militaires qui tapissent les murs désignant les forces patriotiques sous le nom « forces ennemies » ; les tableaux comparés des performances des pièces d'artillerie surestimant les capacités des patriotes : ceux-ci n'ont jamais reçu de grosses pièces de la part des Vietnamiens pendant la guerre et les ont récupérées sur l'ennemi américain.

Un combattant qui a participé à l'offensive sur Phnom Penh et à la libération de la ville nous explique la tactique suivie : comment ils ont tenu le Mékong, clé du ravitaillement et donc de la libération de la ville, comment la base navale de Meak Luong a été encerclée par les patriotes, comment elle est tombée, comment ils ont fait diversion sur la rive-est du Mékong pour attaquer à l'ouest et au sud, comment les officiers subalternes et les soldats de Lon Nol ont hissé le drapeau blanc sur les casernes et les véhicules militaires... Le 1er avril, Lon Nol s'est enfui, le 12... ce sont les Américains... Il faut l'avouer, nous savourons un plaisir sans mélange de reconnaître là, au cœur de l'appareil de guerre et de destruction ennemi, la supériorité éclatante de la guerre du peuple. Le combattant « sorti des forêts » nous fait un cours de théorie militaire. Les agresseurs n'ont qu'à bien se tenir ; et encore aujourd'hui, ceux qui massent leurs divisions à la frontière du Kampuchea !

Incontestablement, la libération du Kampuchea, c'est une preuve manifeste de la toute-puissance de la guerre populaire, de la guerre d'un peuple uni, dirigé par une ligne politique et militaire juste, dirigé par un parti communiste. Dans l'état-major de Lon Nol, on comprend la hargne des officiels américains, des Mac Govern et autres aujourd'hui. Le Kampuchea libre de 1978, c'est une gifle retentissante pour eux, car ils ont mis le paquet. Au premier étage, il y a le War Room, centre de direction US de la guerre qui double point par point le bunker de Fernandez : mêmes cartes, mêmes chiffres. C'est même plus complet ici : le détail des unités des Forces armées fantoches est mis sur les fiches, les données de logistique, les forces aériennes sont précisées. C'est là que Fernandez venait rendre ses comptes et recevoir les ordres. On peut mesurer aisément la débâcle des derniers jours : sur les vastes tableaux, la situation de l'armée de l'air est arrêtée les 10/11 avril, celle de l'armée de terre les 14/15 avril.

Nous pourrions entrer plus dans le détail de la tactique de la prise de Phnom Penh. Aujourd'hui, c'est une leçon de grande portée : la détermination farouche du peuple et des communistes du Kampuchea, leurs efforts extraordinaires pour apprendre à faire la guerre contre un ennemi puissamment armé et équipé, leur résolution de ne céder à aucune pression, de ne faire aucun compromis quand il s'agit de la liberté et de l'indépendance, ont payé. Après les accords de Paris de 1973, le peuple du Kampuchea a continué à se battre seul. Le sol cambodgien a été alors criblé de bombardements sans précédent ; le peuple et les communistes ont tenu bon. Et pourtant, les pressions n'ont pas manqué. Celle des B52, du sang, de la mort, mais aussi les pressions des prétendus « amis ». Les dirigeants du Vietnam ne croyaient pas aux capacités des communistes cambodgiens : « Vous ne pouvez pas libérer Phnom Penh, c'est au-dessus de vos forces ! ». Ils sont allés même jusqu'à faire une curieuse proposition : « Laissez-nous faire, nous viendrons avec nos chars de Saïgon, on mettra des chapeaux cambodgiens pour dire que vous avez libéré Phnom Penh ». Les résistants du Kampuchea n'ont jamais accepté un tel marché ; ils ont gagné seuls leur libération. La politique d'indépen-

dance d'un peuple et d'un parti communiste est un bien très précieux ; l'expérience du Parti communiste du Kampuchea l'a prouvé une fois encore.

Notre quotidien a déjà donné les raisons de cette évacuation de la capitale dans les jours qui ont suivi la Libération. Sur place, nous les avons mieux comprises. De fait, l'évacuation de la ville était une nécessité impérieuse pour la survie de la population, pour la survie de la révolution.

Avant 1970, il y avait 600 000 habitants à Phnom Penh. En 1975, il y en a 3 millions. En avril près de 2,5 millions de personnes entassées dans des camps, dans les rues, dans les parcs, n'étaient pas des habitants de Phnom Penh ; c'étaient des paysans. Même avant la directive d'évacuation, beaucoup sont partis dès le 17 avril, spontanément pour retrouver leur province, leur village. Pourquoi une nécessité impérieuse de partir ? Il fallait manger : 5 jours de vivres d'avance dans la ville, le Mékong encombré d'épaves, les routes coupées : il était impossible de transporter les vivres stockés dans les zones libérées et la saison humide approchait... Il fallait préserver la population des manœuvres ennemies : bombardements et aussi subversion. Quand ils ont fouillé la ville vidée, les patriotes ont retrouvé des caches d'armes ; des réseaux étaient organisés pour créer des troubles. L'évacuation les a démantelés.

L'évacuation s'est faite sans brutalité, sans violence, sans cris. Bien des journalistes — et encore Jean Lacouture à France Inter mercredi dernier — s'indignent sur « l'horreur sans précédent dans l'histoire de l'évacuation d'une ville comme Phnom Penh ». Mais se sont-ils véritablement renseignés, ont-ils écouté tous les témoins. Deux d'entre eux, Jérôme et Jocelyne Steinbach, coopérants français présents à Phnom Penh lors de sa libération, ont raconté la quinzaine de jours qu'ils ont vécus dans la capitale avant leur retour en France. C'est un témoignage passionnant qui s'inscrit totalement en faux contre tous les mensonges diffusés en Occident. Leur livre intitulé « Phnom Penh libérée » a été publié au printemps 1976 aux Éditions sociales ; il est presque introuvable aujourd'hui et nous sommes tentés d'ajouter : et pour cause ! Nous en publions ci-contre quelques extraits.

Camille Granot

Demain : à travers les campagnes

L'évacuation de Phnom Penh

Deux coopérants français témoignent

Bien sûr, la mise en route est rapide, on ne prend pas le temps de s'étendre sur toutes ces raisons, les explications viendront plus tard. S'il reste encore au bout d'une semaine des Phnompenhois qui s'enferment chez eux, alors seulement il faudra leur dire la nécessité de partir ; cette tâche reviendra aux militants de la résistance intérieure, qui connaissent bien la ville et ses habitants.

Pour l'instant, en ce 18 avril, un groupe de maquisards passe devant la porte et dit : « Il faut partir ». Si on ne l'écoute pas, on en voit passer un deuxième qui répète « il faut partir », puis un troisième... et ainsi de suite toute la journée, toutes les heures, la même phrase. Jusqu'au jour où le quartier doit être totalement vide : alors, prêts ou pas, il faut partir tout de suite. Mais même à ce moment-là, pas une brutalité, pas une vexation. Dans les rues où marchent d'un côté les gens à pied ou ceux qui poussent un véhicule, où roulent de l'autre ceux qui ont encore de l'essence et de la place dans leur automobile, il est difficile de se frayer un chemin. Des jeeps, des camions chargés de maquisards suivent ou croisent lentement, sans bousculer personne, sans même klaxonner.

Cela ne laisse pas de surprendre dans cette ville où régnaient en maîtres les militaires d'un temps révolu, qui imposaient leur passage tous phares allumés, klaxon bloqué, et même trop souvent à coup de rafales (de mitraillettes), lorsqu'ils n'entraient pas à toute volée dans la circulation, grillant délibérément les feux rouges.

Cependant, tous ceux qui refusaient de quitter la ville, aux alentours du 23 avril, n'avaient peut-être pas les mêmes motifs. Quelques-uns craignaient simplement un départ dont ils ne connaissaient pas les raisons. Il fallait leur en expliquer la nécessité. Cette tâche fut confiée aux militants de la capitale : des groupes de propagande furent constitués, qui allaient trouver les derniers résidents de Phnom Penh.

D'autres s'effrayaient du voyage, tels ces quatre vieillards que deux jeunes infirmiers de Terre des hommes ont vu partir. Ils se tenaient au fond de leur appartement bouclé. Des maquisards sont entrés et les ont trouvés :

« Pourquoi restez-vous ici, alors que tout le monde est hors de Phnom Penh ?

— Voyez, nous sommes des vieillards, nous marchons difficilement, nous ne saurons même pas faire un kilomètre à pied. — Prenez vos affaires, nous allons vous conduire en voiture ».

De cette façon, tous quatre ont été emmenés en jeep à une quinzaine de kilomètres de chez eux, sur la route No 1 (celle de Saïgon). Il y a là deux pagodes au bord du Mékong. C'est en quelque sorte un centre de regroupement. Les citadins qui sont partis vers le sud de Phnom Penh y parviennent plus ou moins rapidement, chacun à son rythme. Ils se sont arrêtés en route pour manger et se reposer là où ils le désiraient (...)

De notre côté, nous pourrions voir le gardien, ainsi que d'autres habitants khmers ou vietnamiens du bâtiment revenir chaque matin après leur départ, le 18, pour reprendre diverses choses oubliées, récupérer un vélo, demander des bougies.

(« Phnom Penh libérée » — pages 40-41-44-45)